



“ UNE COOPÉRATION À VISAGE HUMAIN ”



Directeur de publication :

Pasqualino Procacci,
AGENCE ITALIENNE POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, DAKAR

Conseiller(e)s de la rédaction :

AGENCE ITALIENNE POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Giuliana Serra (*Experte AICS*),
Roberto Gotti (*Expert AICS*),
Aldo Cera (*Expert AICS*),
Mara Alborghetti (*Experte AICS*),
Alessandro Palumbo (*Expert AICS*),
Chiara Barison (*Experte AICS*),
Enrica Bianco (*Experte AICS*),
Anna Maria Badini (*Experte AICS*).

Coordination éditoriale :

Entreprise sociale Khady Touré Coaching KTC

Rédacteur en chef :

Fabrice Hervieu - KTC

Secrétariat de rédaction :

Entreprise sociale KTC

Traduction :

Chiara Barison (*AICS*)

Photographe :

Stéphane Bot

Impression :

La Rochette Dakar

Date de publication :

Décembre 2016

Remerciements :

Mavie Nardelli, Gora Diop, Amy Sakho, Khadidiatou et Fatou Kiné Samb, Maty Diouf, Mamadou Dieng, Fatou Barro, Amy Sarr Ndao, Cheikh Loum, Khalidou Kane, Zeinabou Sall, Mandoungou Sarr.

La coopération Italie-Sénégal

Objectif

L'objectif principal de la coopération sénégalaise-italienne, consiste en l'éradication de toutes formes de pauvreté et de vulnérabilité à travers le soutien au processus d'émancipation économique et sociale des couches les plus défavorisées, en prêtant une attention particulière aux femmes et aux jeunes.

Secteurs prioritaires

- Agriculture et développement rural
- Développement économique local et appui au secteur privé
- Protection sociale, genre et éducation

Zones d'intervention

- Nord : régions de Saint Louis
- Centre : régions de Dakar, Thiès, Kaolack
- Sud : régions de Sédhiou, Ziguinchor, Kolda

Financement par secteurs (2014-2017)

- **Axe I : Transformation structurelle de l'économie et croissance**
63 milliards FCFA - 97,6 millions €
- **Axe II : Capital humain, protection sociale et développement humain durable**
21 milliards FCFA - 31,8 millions €
- **Axe III : Gouvernance, institution, paix et sécurité**
3 milliards FCFA - 4,7 millions €

Editorial



“ Trente ans de partenariat & d’amitié ”

L’histoire de la Coopération Italienne au Sénégal date de plus de trente ans. L’importance du Sénégal pour la Coopération italienne n’est plus à démontrer. En témoigne la présence du Bureau de Coopération à Dakar qui, outre le Sénégal, est en charge des initiatives de Coopération pour le Cap Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali et la Sierra Leone. L’objectif principal de la coopération italo-sénégalaise, en ligne avec le Plan Sénégal Émergent et les Objectifs de Développement Durable, est l’éradication de toute forme de pauvreté et de vulnérabilité à travers le soutien aux processus d’émancipation économique et sociale des couches les plus défavorisées, en prêtant une attention particulière aux femmes et aux jeunes. Dans ce contexte, l’Italie a concentré ses interventions dans trois secteurs clés : l’agriculture et le développement rural ; le développement socio-économique et l’appui au secteur privé ; la protection sociale, le genre et l’éducation. D’un point de vue territorial, les projets sont réalisés dans les régions de la Casamance et de l’axe central du pays. La connaissance et la sensibilité réciproque entre le Sénégal et l’Italie, sont liées aux rapports d’amitié et de partenariat qui font de l’Italie l’un des premiers pays de destination de la diaspora sénégalaise, en accueillant 26% de l’ensemble des Sénégalais de l’extérieur. Ce dialogue permanent entre les deux communautés est à la base du succès de la Coopération Italienne au Sénégal.

Pasqualino Procacci
Directeur de l’AICS, Dakar



“ Une Coopération fructueuse & prometteuse ”

U ne croissance économique soutenue pour bâtir un Sénégal Émergent et tourner la page du Sénégal indigent est l’ambition du Plan Sénégal Émergent (PSE) initié par Son Excellence le Président Macky SALL. Dans cette perspective, notre pays se réjouit de pouvoir compter sur l’appui dynamique et renouvelé de la Coopération Italienne. L’Italie constitue depuis une trentaine d’années, un des principaux partenaires du Sénégal en matière de coopération au développement.

Les domaines du développement agricole et rural, de la santé, du développement urbain et de la gestion de l’environnement sont les principaux réceptacles des initiatives développées au titre de cette coopération décentralisée, avec un intérêt marqué pour la région naturelle de la Casamance et celle de Louga, en particulier. Je voudrais citer le bel exemple de partenariat que constitue la « Plateforme d’Appui au Secteur Privé et à la Valorisation de la Diaspora Sénégalaise en Italie –PLASEPRI ». Ce programme nous a aidé à promouvoir l’entrepreneuriat privé, le développement des PME ainsi que la micro finance, par le biais du financement des initiatives portées par les Sénégalais, notamment ceux résidant en Italie.

Le Sénégal peut s’enorgueillir de faire partie des pays de concentration communément appelés « pays privilégiés de la Coopération Italienne » et réaffirme sa volonté de contribuer au renforcement de ses liens historiques avec l’Italie. Que vive la coopération sénégal-italienne !

Amadou Ba
Ministre de l’Economie, des Finances et du Plan (Sénégal)

Maty Diouf

Une chef de poste pour une santé de proximité

Intoxication alimentaire, forte fièvre, mauvais paludisme... difficile à dire. Mais il faut sans doute remonter à ce soir de février d'il y a 20 ans, soir où toute la famille de Maty Diouf est tombée malade d'un seul coup, et où il a fallu tous ensemble aller à l'hôpital de Kaolack depuis le petit village reculé de Gagnick. Soir qui a marqué la jeune fille de 7 ans au point qu'elle se soit promise en son for intérieur « *plus jamais ça* » ! Au point que soit née alors sa vocation de travailler dans le monde médical.



“ Aujourd’hui, grâce à la construction du dispensaire, les femmes de Guinguinéo peuvent accoucher dans un endroit sûr et bien équipé, le service de santé de proximité joue pleinement son rôle ”

Aujourd’hui, Maty Diouf a de quoi être fière de son parcours. A 27 ans, son diplôme d’infirmière en poche, chef de poste au Centre de santé du Walo à Guinguinéo, situé à une heure de Kaolack, elle dirige une équipe de 4 salariés permanents dont une sage-femme et un pharmacien de dispensaire. Surtout, elle permet à l’ensemble des communautés alentours d’accéder à une santé de proximité sans la contrainte de kilomètres, et donc de longues heures de transport, en charrette d’âne. Grâce à la construction de ce dispensaire inauguré en novembre 2015, les femmes du Walo ne sont plus obligées d’accoucher chez elles, comme cela arrivait souvent, et peuvent être assistées plus facilement par leur famille.

Diarrhées infantiles, hypertension artérielle, diabète, paludisme, et aussi accouchements, 300 patients consultent en ambulatoire chaque mois, soit une moyenne de dix par jour. L’endroit est propre, bien tenu, équipé de lits, tables de consultation et d’accouchement. Mais c’est surtout la qualité du soin qui fait la différence. Quand Maty Diouf a commencé, les médicaments se résumaient à une petite armoire à pharmacie. Aujourd’hui, grâce aux recettes des patients et au financement

Objectifs

→ Contribuer à la réduction de la pauvreté par l’autonomisation socio-économique des groupes les plus défavorisés, et le développement économique local durable par l’appui aux PME.





Résultats attendus ↓



18 M€
de financement



150
Communautés touchées



200 000
Personnes impactées



100
PME financées



300
services socio-sanitaires réhabilités ou construits

du projet, elle a mis en place une pièce entière dédiée à la pharmacie du centre. Le Centre de Santé du Walo à Guinguinéo n'est qu'un parmi les 300 centres sanitaires et écoles qui seront installés dans le Sud et dans le Centre du Sénégal grâce au Programme d'Appui au Développement Économique et Social du Sénégal (PADESS). Des maternités, des salles d'accouchements, des dispensaires sanitaires, des écoles, seront en effet réhabilités ou construits, sans obstacles architecturaux pour les handicapés, grâce au partenariat entre le Ministère de la Femmes, de la Famille et de l'Enfance et la Coopération Italienne. Le PADESS représente ainsi une deuxième phase d'intervention dans le secteur de la protection sociale et de la promotion du secteur privé et des PME. « Au début, je voyais bien que le fait d'être une jeune femme n'inspirait pas toujours confiance aux patients. Il a fallu incarner l'autorité, faire reconnaître ses diagnostics, prouver son engagement, devenir un exemple pour la communauté, et progressivement, j'ai réussi à m'imposer », raconte Maty Diouf, véritable illustration de l'empowerment féminin.

Gora Diop

Le paysan expert du goutte à goutte



“ La technique du goutte à goutte a révolutionné les mentalités paysannes, donné de meilleurs rendements à l’hectare, et permis de lutter contre la pauvreté ”

Une petite moto se profile à l’horizon dégageant son lot de poussière de latérite rouge. Chaque matin, 8h, toujours le même rituel. La communauté de Darou Fanaye Diop, périmètre maraîcher d’une cinquantaine de parcelles, située dans une zone reculée de la région de Diourbel, voit arriver avec réconfort celui qui est devenu une ressource irremplaçable pour les paysans du village.

L’homme a de nombreuses responsabilités en tant que président de l’entreprise agricole locale, l’obligeant à avoir plusieurs cordes à son arc. Il doit d’abord vérifier si son groupement utilise bien la nouvelle technologie introduite par le programme PAPSEN : l’irrigation goutte à goutte. Il fait en sorte que chacun maîtrise cette technique qui a révolutionné la vie quotidienne. Auparavant, il faut imaginer les

agriculteurs se levant à 4h du matin pour passer d’interminables heures à arroser leur champ de 1 000 m² avec... des arrosoirs manuels ! Une contrainte pénible héritée d’un autre âge. Aujourd’hui, le système consiste à ouvrir et fermer les vannes d’irrigation à heure fixe, beaucoup plus tard dans la matinée. Le temps dégagé permet ainsi aux hommes, et surtout aux femmes, de se consacrer à d’autres activités comme l’élevage ou le petit commerce.



Objectifs

→ Permettre aux populations d’atteindre la souveraineté alimentaire dans une logique de développement durable et concerté au niveau local.



Deuxième rôle de Gora Diop, il doit insuffler l'esprit entrepreneurial auprès de chaque paysan dans sa parcelle. Ce fils d'agriculteur sait bien qu'un vrai rural est toujours responsable de son champ, et que les rendements de production varient selon l'implication de l'un ou l'autre. Oignon, gombo, tomate, ou arachide, il faut désherber à temps, biner à temps, respecter les écartements. Bref, pas de paysan entrepreneur sans rigueur. Pour encadrer cet état d'esprit, le programme a prévu une série de règles bien précises. Une charte de gestion organisationnelle. Plusieurs commissions, *Irrigation, Suivi de la production, Commercialisation, Crédit...* destinées à régler les problèmes et répartir les tâches. Gora Diop est un parmi les 40 000 agriculteurs ayant déjà bénéficiés de la réalisation des périmètres irrigués pour la production maraîchère dans la zone central du Sénégal, à travers le Programme d'Appui au PNIA-PAPSEN. Un programme du Ministère

de l'Agriculture et de l'Équipement rural financé par la Coopération Italienne avec l'appui technique de la Coopération Israélienne. Depuis 2014, le PAPSEN aménage environ 4 000 hectares de vallée, équipe 400 autres hectares de périmètre maraîcher et distribue des machines agricoles, en faveur de 2 500 paysans au centre et au sud du pays.

Depuis un an que le programme PAPSEN a été mis en place à Darou Fanaye Diop, les signes de réussite se font sentir. La participation des femmes aux décisions a fait bouger la hiérarchie du village et a obligé les hommes à partager le pouvoir. Les récoltes sont meilleures qu'hier. Les villageois se montrent satisfaits des innovations. Gora Diop est fier de son champ et de sa production. Au point que tout le monde le surnomme désormais « *borom dëkk bi'* ».



(1) Chef de village en wolof

Résultats attendus ↓



38 M€
de financement



600 000
Personnes
de milieu rural
impactées



2 400 ha
pour la riziculture



10
banques
de céréales



100 km
de piste rurale



500
villages touchés

Khadidiatou & Fatou Kiné Samb

Une place à l'école pour chaque fille



“ **Une capitalisation sur la scolarisation des filles à travers uniforme, fournitures scolaires, cours de soutien renforcés et financement des mères pour qu'elles réinvestissent dans l'école de leur fille** ”

Parce que je me suis arrêté en classe de troisième pour cause de mariage, j'ai toujours regretté de ne pas poursuivre mes études, j'ai donc voulu rompre ce cycle pour ma fille ». Khadidiatou Samb, mère de Fatou Kiné, aujourd'hui en 4^{ème} au collège Khar N dofène Diouf de Fatick, centre du Sénégal, reste déterminée. Pas question de cantonner sa fille dans les tâches domestiques de la maison, comme c'est ici le réflexe de nombreuses familles. Pas question non plus de la marier au plus vite avant ses 18 ans comme c'est encore trop souvent le cas. Priver sa fille de l'avenir qu'elle mérite n'est pas dans l'agenda. Elle qui du haut de ses 14 ans, répète souhaiter devenir un jour, rien de moins que « *Présidente de la République* » ! Après tout Macky Sall⁽¹⁾ est bien originaire de Fatick

Après la maternelle, Fatou Kiné a été inscrite dès 7 ans à l'école primaire Serigne Khaly Niang.

Mais scolariser une fille au Sénégal « *coûte plus cher* » qu'un garçon. D'abord, parce que la famille se prive d'une force de travail pour le ménage, la cuisine, et le linge. Ensuite, parce qu'une fille représente des dépenses plus importantes en matière de vêtements, de coiffure et de soins hygiéniques. Un budget

Objectifs

→ **Maintenir les filles en milieu scolaire en mettant l'accent sur l'élimination des causes de l'abandon d'études. Favoriser l'autonomisation économique des mères d'élèves de façon à leur permettre de financer l'école de leur fille.**



(1) Chef de l'État du Sénégal

non négligeable pour la grande majorité des familles en situation de vulnérabilité économique. « *J'ai pu bénéficier d'uniformes, de fournitures scolaires, de cours de soutien renforcés en français et mathématiques. Résultats, j'ai plusieurs fois reçu des prix comme meilleure élève de ma classe* », confirme Fatou Kiné. Grâce au soutien du Ministère de l'Éducation nationale et de la Coopération Italienne, à travers le projet PAEF Plus, Fatou Kiné peut être accompagnée pour terminer le cycle secondaire.

Depuis 2010, comme Fatou Kiné, 20 000 autres jeunes filles issues de familles pauvres ont eu accès ou ont réintégré le système scolaire à travers le Projet d'Appui à l'Éducation des Filles (PAEF). Et aussi, 78 écoles ont reçu un financement pour la promotion de l'éducation des filles, 1 260 filles ont bénéficié de bourses d'études, plus de 10 000 filles ont fait des cours de rattrapage, 40 000 enfants ont reçu des fournitures scolaires et des uniformes. Les deux objectifs du projet sont simples.

Maintenir les filles en milieu scolaire en mettant l'accent sur l'élimination des causes de l'abandon d'études. Et favoriser l'autonomisation économique des mères d'élèves de façon à leur permettre de financer l'école de leur fille. Khadidiatou Samb a bénéficié d'une formation en gestion et d'une somme de 50 000 FCFA pour démarrer une activité génératrice de revenus. Elle s'est lancée, en tant que membre de l'Association des Mères des Élevés, dans un commerce de fabrication de petits déjeuners d'élèves. Seule obligation, elle doit reverser 50% de ses gains à l'école où est scolarisée sa fille afin de prendre en charge, dans le souci de durabilité du projet, les cours de soutien. Aujourd'hui, Khadidiatou continue de mettre le paquet sur sa fille, certes pour qu'elle réussisse, mais aussi en forme d'attente d'un retour sur investissement. Car elle sait qu'une fois plus grande, sa fille, Présidente de la République ou non, ne l'oubliera pas.

Résultats attendus ↓



4 M€
de financement



150
écoles, collèges
et lycées touchés



30 000
filles de l'élémentaire
bénéficiaires de cours
de soutien en français et
mathématiques



7 000
bourses d'études
distribuées aux filles
méritantes



70 000
uniformes et kits
scolaires distribués
aux filles et garçons



120
Associations
de mères d'élèves
financées



Amy Sakho

La juriste en lutte contre les discriminations de Genre

En temps normal, après avoir bouclé une affaire, Amy Sakho prend l'habitude d'effacer les numéros concernés de son portable pour pouvoir filtrer et décrocher pour les seuls dossiers en cours. Il y a tellement de demande. Sans ce geste salutaire, elle serait en permanence débordée d'appels donc moins disponible pour les affaires en cours. Et pourtant, il est des histoires qu'on n'arrive pas à sortir de sa tête. Une jeune fille de 12 ans violée par un voisin de 60 ans. Une femme enceinte battue par son mari. Certains cas demeurent plus lourds à oublier. Surtout quand on se donne à 100% comme le fait Amy Sakho, la coordonnatrice de la Boutique de droit de Pikine, en banlieue de Dakar, chaque jour du matin au soir.



“ Quand nous prenons en charge les frais d’avocat dans une affaire, les justiciables peuvent aller au bout de leur procès, alors qu’avant elles baissaient les bras ”

Aussi loin qu'elle s'en souvienne, encore adolescente, la petite Amy voulait déjà rendre justice aux gens. « *A l'époque, ma conception du droit était un peu faussée. Je pensais que cela servait à venger des situations arbitraires, à réparer les inégalités sociales* », explique la juriste. Cette précoce étincelle du sentiment de justice ne la quittera jamais. Après une maîtrise de Droit, elle intègre différents cabinets d'avocats de Dakar et se spécialise très vite en droit de la Famille. Mais coupée du terrain, Amy Sakho veut en découdre et souhaite se rendre plus concrètement utile. Comme elle le résume, « *il me fallait vivre les dossiers* ». C'est en 2013, que s'ouvre la Boutique de droit de Pikine avec

le soutien du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance du Sénégal et de la Coopération Italienne. Ces lieux sont uniques. Car s'il s'agit d'un instrument d'accompagnement juridique gratuit pour les femmes et les enfants victimes de toutes formes de discrimination.

Objectifs

→ Contribuer à rendre opérationnelle la lutte contre les discriminations envers les femmes, permettre au Gouvernement d'adopter une budgétisation sensible au Genre.



Résultats attendus ↓



2,1 M€
de financement



45

Parajuristes formés
aux droits humains
et violence basées
sur le Genre



4

Boutiques de droit
en activité,
2 en projet pour 2017



Réforme
du Code
de la Famille



10 000

familles bénéficiaires
directes,
100 000 pers. impactées



300

Personnels ministériels et politiques
formés à l'Advocacy

Salimata Hane prend sa place dans le petit bureau d'Amy. Sa voix, d'abord timide, s'élève doucement : « *Avant d'obtenir ma carte d'identité sénégalaise j'avais beaucoup de problèmes car d'origine guinéenne et enseignante je suis restée trois ans sans revenus* ». Un bon jour Salimata entend parler de la Boutique de droit de Pikine. Et de reprendre : « *Les avocates m'ont aidé à préparer tous les dossiers nécessaires. Ce n'était pas facile, mais désormais, grâce aux papiers obtenus, je pratique ma profession dans une école élémentaire. Et je peux revendiquer avec fierté ma citoyenneté sénégalaise* ». Aujourd'hui, 4 centres de promotion et protection des droits des femmes ont été créés dans les régions de Dakar, Kaolack et Thiès. A travers le Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Égalité et l'Équité de genre (PASNEEG) les boutiques seront multipliées dans des autres régions du territoire. Le projet prévoit en plus le financement d'un numéro vert gratuit pour la lutte contre toutes formes de violence et il assiste le Ministère de la Justice dans la modification de l'ensemble des lois discriminatoires à l'égard des femmes et des filles. En s'inscrivant dans ce cadre général du PASNEEG, Amy Sakho reste convaincue du caractère incontournable de son utilité auprès des 600 justiciables qui consultent sa Boutique de droit chaque année.

Mamadou Dieng

L'immigrant qui parie sur le Sénégal



“ **Soutien, remise à niveau, respect des normes d'hygiène, achat de nouveau matériel de fabrication, avec cet effort important du PLASEPRI, la boulangerie a pu doubler sa production** ”

Quand on a commencé à l'affubler du drôle de surnom Enzo Nero, *Enzo l'africain*, en comparaison à Enzo Bianco, le maire de la ville, Mamadou Dieng a compris qu'il était vraiment accepté par la communauté de Catania, la deuxième ville de Sicile, en Italie. Mais cette adoption ne s'est pas faite sans heurts. Mamadou Dieng se souvient encore de 1988, quand il met pour la première fois les pieds sur le sol italien, va vivre la condition d'immigré et la dureté qui l'accompagne. Des chambres à 20 personnes, des repas de fortune, du travail introuvable... autant de conditions difficiles pour le jeune sénégalais qui a son diplôme d'architecte en poche.

Mamadou Dieng ne lâche jamais l'affaire. Son parcours démontre son esprit entrepreneurial. Enfant déjà, les frises à main levée sur les

murs du village, la difficile entrée en sixième qui aurait pu mettre fin à son parcours scolaire, le baccalauréat au lycée Delafosse de Dakar et l'Académie d'architecture. En Italie, ce statut d'immigré des débuts, il ne le garde que deux semaines. Très vite il rencontre les

Objectifs

→ **Créer des emplois à travers le renforcement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) locales surtout dans les régions à forte émigration, appuyer la réinsertion économique des Sénégalais d'Italie dans le pays.**



bonnes personnes, trouve un poste en Génie civil, et s'intègre dans la société italienne. Mais, après 25 ans en Sicile, la nostalgie du pays commence à monter. Il a aussi envie d'investir dans son pays et en 2008 est prise la décision du retour. A Dakar, Mamadou Dieng fait le choix de se lancer dans le commerce du pain et de rester au Sénégal.

Une opportunité se dégage à Rufisque, et en 2011 s'ouvre sa boulangerie La Mafaldina. L'entrepreneur découvre alors un secteur porteur où il est possible d'investir. C'est dans ce contexte que le PLASEPRI, le programme de la Coopération Italienne pour le soutien au secteur privé lui vient en aide. Un financement de 34 millions de FCFA¹ est débloqué sur trois ans. Soutien, remise à niveau, respect des normes d'hygiène, achat d'un nouveau four et d'un groupe électrogène. Avec cet effort important, la boulangerie double sa production. De 10 sacs de farine utilisés par jour, l'entreprise passe à 22 sacs, et peut maintenir

son niveau de production de 3 000 pains quotidiens. Elle peut à nouveau embaucher, et compte aujourd'hui 15 employés directs, 10 livreurs, et 50 femmes vendeuses en kiosque. Aujourd'hui Mamadou Dieng gère avec fierté une entreprise à succès, une parmi les 40 entreprises de la diaspora soutenu par le Programme Plateforme d'Appui au Secteur Privé et à la Valorisation de la Diaspora Sénégalaise en Italie (PLASEPRI). Grâce à ce programme, le Gouvernement du Sénégal et la Coopération Italienne ont pu créer 2 300 nouveaux postes de travail. Mamadou Dieng a regagné confiance en son business : « *Non seulement le PLASEPRI a sauvé la boulangerie, mais il m'a permis de passer à la vitesse supérieure* ». Aujourd'hui, l'entrepreneur parle de développement de son affaire à l'échelle de Rufisque avec la création d'une cinquantaine de kiosques de dépôts de pain avec enseigne La Mafaldina.

Résultats de la 1^{ère} phase ↓



24 M€
de financement



13 M€
financement
de la 2^{ème} phase



580
entreprises
accompagnées



480
projets en
microfinance
soutenus



2 300
emplois créés



350
femmes
entrepreneuses
bénéficiaires de crédit

(1) 52 000 euros



Fatou Barro

Une garderie qui répond aux besoins des femmes

L'heure de la sortie des classes vient de sonner et la centaine d'enfants du Centre d'éveil communautaire de Thioffack se rassemble dans la grande cour. Certains vont partir à pied avec un parent, d'autres, faute de transport en commun, vont rentrer chez eux en Jakarta, ces petites motos taxis conduites par de jeunes chauffeurs. Mais pour chacun, Fatou Barro, la directrice de la garderie, ne lésine pas sur la sécurité et vérifie qui vient chercher ses élèves. « Car à chaque fois qu'un enfant se perd dans les rues de Kaolack, c'est moi que l'on appelle pour intervenir », précise Fatou Barro qui appelle chaque enfant par son nom qu'elle connaît par cœur.



“ Faibles effectifs par classe, distribution de fournitures scolaires, collation aux céréales locales, à la garderie communautaire, les enfants sont mis dans les conditions optimales pour apprendre et s'éveiller aux activités ”

Après 24 ans dans les classes Au contact des élèves, Fatou Barro sait à quel point les conditions d'enseignement restent déterminantes pour les apprentissages. Trop d'effectifs par classe, pas de toilettes propres, pas de petits déjeuners, et les enfants, surtout entre 2 et 6 ans, n'arriveront pas à se concentrer. Ce sont justement pour contourner ces écueils que le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance avec la Coopération Italienne, à travers son Programme Intégré de Développement Économique et Social (PIDES), ont fait construire cette garderie communautaire dans un quartier populaire de Kaolack. Les 40 garçons et 60 filles de l'établissement bénéficient ainsi de 3 salles de classe avec 3 maîtresses,

d'effectif normal de 30 à 35 élèves par classe, de distribution de fournitures scolaires, de 3 toilettes neuves, et d'une collation composée de céréales locales offert une fois par semaine. Cerise sur le gâteau, il existe une cour de récréation pour les jeux et les activités sportives, ce qui n'est pas toujours le cas dans ce type de structure.

Objectifs

→ Faire profiter les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables d'une véritable protection sociale. Cibler les femmes en activités productives, par des formations techniques, une alphabétisation fonctionnelle et des activités génératrices de revenus.



Résultats



6 M€
de financement



960
entreprises de
femmes et de
jeunes financées



300 000
Personnes
impactées



1 200 APDC
(Acteurs porteurs
de dynamique
communautaire)
formés



1 750
femmes
& jeunes formés
(administration,
comptabilité,
organisation)



2
Centres Intégrés
de Développement
Économique et
Social dirigés par des
femmes ouverts

« On peut dire que grâce au PIDES, on a mis les enfants dans les conditions optimales pour apprendre et s'éveiller aux activités. En plus, leurs mamans ont désormais le temps pour se dédier à leur activités économiques qui sont aussi financées par le projet », assure Fatou Barro. La garderie communautaire de Thioffack n'est qu'un exemple parmi les nombreux financements du PIDES : activités génératrices de revenus et formations en finance inclusive en faveur des femmes et des jeunes, réhabilitations de services sociocommunautaires, appui à la planification locale, mise en place de structures de soutien à l'entreprise. Depuis 2012, ce programme a permis à 5 000 femmes de s'insérer dans le marché du travail, 360 femmes et jeunes à constituer leur entreprise, et a réhabilité ou construit 13 infrastructures sanitaires et éducatives dans les régions de Dakar et Kaolack. A la garderie de Thioffack, on ne trouve que du personnel féminin. Les populations ont besoin de voir des succès féminins pour imaginer leurs filles réussir. Sa réussite à elle, Fatou Barro la résume d'ailleurs par cette philosophie de vie : « Celui qui cesse d'enseigner, cesse d'apprendre ».

**“ EXPERTISE
ENGAGEMENT
COOPERATION PARITAIRE
EMPOWERMENT
RESPONSABILITE MUTUELLE
EFFICACITE
TRANSPARENCE
PARTICIPATION
SOLIDARITE ”**

BUREAU DE LA COOPÉRATION ITALIENNE À DAKAR

69 rue Jacques Bugnicourt BP 348 CP 18524 Dakar

Tel. : +221 33 822 87 11 / Fax. : +221 33 822 84 24

cooperazione.dakar@esteri.it

« Ce projet/programme est financé par l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement »